

*Lettre ouverte au Président de la République
en réponse à son discours prononcé à l'occasion
de l'inauguration du musée de l'immigration*

Monsieur le Président de la République,

Il n'est pas fréquent qu'un général s'adresse au président pour exprimer son inquiétude et sa crainte pour l'avenir de la nation française. Mais au lendemain de l'inauguration du musée de l'immigration, je souhaiterais vous faire part de mon désaccord – probablement commun à beaucoup de Français – sur l'esprit d'une partie de votre discours prononcé à cette occasion.

Vous y fustigez, en effet, ceux qui agitent la peur d'une "dislocation" de la France. Vous y dénoncez un "sentiment de dépossession, entretenu avec malice sinon avec malignité " soulignant – à juste titre – qu'un Français sur quatre est issu de l'immigration et insistant – toujours à juste titre – sur la nécessité de rappeler aux Français d'où ils viennent et quelles sont les valeurs qu'ils portent. Vous vous déclarez, à nouveau, favorable au droit de vote des étrangers en affirmant que " rien ne peut se faire sans une révision de la Constitution, ce qui suppose une majorité des 3/5 au Parlement " et appelez, pour y parvenir, les forces républicaines à prendre leurs responsabilités .

Vous permettrez qu'après avoir servi l'État et la Nation sous l'uniforme pendant une quarantaine d'années, le citoyen engagé que je suis, attentif aux évolutions du monde et soucieux des intérêts de la France et de son peuple, ne militant dans aucun parti politique car attaché à sa liberté de pensée et d'expression, vous porte respectueusement la contradiction.

Tout d'abord, il n'est pas exact de dire que rien ne peut se faire sans une révision de la Constitution. En effet, cette dernière prévoit en son article 89 une seconde possibilité, à savoir le référendum. Encore faudrait-il que nos gouvernants successifs cessent de considérer le référendum comme un plébiscite ou pire, que subodorant le résultat contraire à leurs vœux ils ne l'utilisent pas estimant que le peuple n'a pas son mot à dire sur des sujets qui concernent pourtant son avenir. Et sur le droit de vote des étrangers extra-communautaires, pour des raisons évidentes mais que vous ne souhaitez pas évoquer, le peuple a son mot à dire. Il est même souverain en dernier ressort. Ne pas le consulter dans un cas aussi essentiel, c'est simplement le mépriser, ce qui n'est pas de nature à privilégier la sérénité. Les conséquences d'un tel mépris, dont le peuple est habitué depuis longtemps, sont désastreuses et funestes sur le fonctionnement de notre démocratie. Car, frustrés et impuissants mais furieux les citoyens ont de plus en plus tendance, devant ce qu'ils considèrent comme du laxisme, un manque de courage, un déni de réalité et donc un renoncement de la part de leurs responsables politiques, à vouloir se venger soit en boycottant l'isolement, soit en donnant leur voix à ceux qui ont affiché clairement une stratégie qui vise à violer intentionnellement et sans ambiguïté le politiquement correct. Et au bout du compte, lorsque la réalité est ignorée et occultée de façon si peu responsable et pendant si longtemps, les conséquences d'une telle dérive sont incalculables et imprévisibles. Car on fait savoir depuis trop longtemps aux citoyens que leur avis n'a aucune importance. Mais il arrive un moment où un peuple éduqué dans l'idée démocratique, cependant las d'être ignoré par ses élites, pourrait exiger d'être écouté.

Cela dit, j'approuve totalement votre propos lorsque vous insistez sur la nécessité de rappeler aux Français d'où ils viennent et les valeurs qu'ils portent, mais à condition de ne pas considérer que l'histoire de France commence avec la Révolution française et de ne pas accepter le délire de certains, arrivés récemment dans notre pays, qui estiment que l'histoire commence avec eux. La France est un vieux pays qui a une histoire de deux mille ans et qui est depuis quinze siècles un pays catholique même si la sécularisation est passée par là. Elle possède donc un héritage historique, spirituel et culturel qui a fait ce qu'elle est et que nous avons à défendre, à faire fructifier et à transmettre.

En vous écoutant, certains de vos propos provoquent une incompréhension qui interpelle naturellement les citoyens. En effet, qui contesterait que la richesse de l'héritage légué par les migrants au fil du temps fait partie de l'identité française ? La réponse est claire : personne. Personne, pour une simple et bonne raison, c'est que ces migrants, dont nombre d'entre nous sont les descendants, n'ont pas été intégrés mais se sont intégrés et ont été assimilés dès la deuxième génération.

Mais alors, où est le problème ? Pourquoi est-il si difficile aujourd'hui de parler de l'immigration, sujet devenu tabou ? Pourquoi certains de nos concitoyens ne se sentent-ils plus chez eux ? Pourquoi est-on dorénavant abreuvé sans cesse de termes comme " laïcité " ou " vivre-ensemble " qui n'avaient jusqu'à

récemment pas besoin d'être évoqués tant ces principes étaient vécus par les citoyens presque sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir ? Leur usage répétitif et intempestif ne constitue-t-il pas, en fait, un aveu de reconnaissance d'un véritable problème qui se pose aujourd'hui pour l'unité de la nation ?

La réponse est simple mais, comme d'autres, vous ne voulez pas l'évoquer : l'immigration que la France a connue jusqu'au milieu des années 1970 était d'origine européenne, donc de culture commune nourrie par l'héritage chrétien qui est le trésor non seulement des chrétiens mais de toute l'Europe, ce qui a facilité l'assimilation dès la deuxième génération. En revanche, l'immigration que notre pays subit depuis l'adoption de mesures comme le regroupement familial, puis les régularisations massives de clandestins de 1981 et 1997, mais également celles effectuées régulièrement (au moins 30 000 par an) – sachant que qui dit régularisation, dit regroupement familial dans la foulée – est de nature totalement différente par sa culture modelée par l'islam. Cet islam qui ne connaît que les droits de Dieu et ne reconnaît pas, de fait, la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel ni, par voie de conséquence, les droits de l'Homme. Cela conduit inévitablement à des situations non seulement insupportables et mal vécues par nos concitoyens mais qui deviennent dangereuses pour l'avenir. Et alors que déjà en 1981, M. Georges Marchais (personnage plutôt positionné à gauche sur l'échiquier politique, vous en conviendrez) tirait la sonnette d'alarme avec sa lettre – plus que jamais d'actualité – adressée au recteur de la Mosquée de Paris et publiée le 16 janvier dans le journal "l'Humanité", nos gouvernants n'ont, depuis, toujours rien changé, fermant les yeux sur un sujet pourtant capital pour l'avenir de la nation. Il n'est tout de même pas difficile de comprendre, l'actualité quotidienne nous le démontre, que sous les coups de boutoir d'une radicalisation des esprits d'une partie de cette immigration nous courrons au-devant de lendemains douloureux car sa culture n'est pas celle de notre conception chrétienne de la liberté, de la dignité et du respect de la personne humaine et de la distinction des pouvoirs. Des valeurs universelles léguées par notre civilisation gréco-romaine et chrétienne, celles de nos racines : Athènes, Rome et Jérusalem. Vous avez donc raison, il faut rappeler aux Français d'où ils viennent. Cela permet ainsi de mettre en évidence le fossé qui existe entre les valeurs que porte et promeut la France et celles revendiquées par une partie de plus en plus importante de ceux qui se réclament de l'islam et de mieux comprendre les réactions de nos concitoyens que vous considérez à tort comme un repli sur soi, un rejet de l'autre qui serait marqué par "un sentiment de dépossession, entretenu avec malice sinon avec malignité". Nos concitoyens sont simplement lucides et consternés devant un tel manque de clairvoyance.

Car il faut également écouter certains responsables religieux musulmans, sur notre propre sol, qui ne sont d'ailleurs nullement inquiétés par les pouvoirs publics: "Dans l'islam la notion de citoyenneté n'existe pas, mais celle de communauté est très importante, car reconnaître une communauté, c'est reconnaître les lois qui la régissent. Nous travaillons à ce que la notion de communauté soit reconnue par la République. Alors, nous pourrions constituer une communauté islamique, appuyée sur les lois que nous avons en commun avec la République, et ensuite appliquer nos propres lois à notre communauté". "L'assimilation suppose que les populations islamiques se fondent à terme dans la population. Ceci est exclu car cela signifie l'abandon de la loi islamique (...) Il n'y aura pas de dérogation à cette règle."

Leur message est clair et appliqué par leurs fidèles. Le nier ou vouloir l'occulter est faire preuve de déni de réalité et compromettre ainsi l'avenir. D'ailleurs, pourquoi nos parlementaires ont-ils été conduits à voter une loi sur l'interdiction du port du voile à l'école ? Pourquoi une loi sur l'interdiction de la burqa ? Pourquoi une charte sur la laïcité dans les écoles ? C'est bien la preuve que l'islam pose problème à nos sociétés européennes et que ces différences de comportement ne sont pas, comme certains voudraient nous le faire croire, le produit de contextes sociaux "made in France" mais bien "importés" par une culture incompatible avec nos traditions et notre mode de vie.

Le cardinal De Richelieu affirmait que "la politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire". Et ce qui est nécessaire aujourd'hui c'est la refondation urgente de notre politique sur l'immigration et l'application ferme de nos lois. Au lieu de cela, vous affirmez à nouveau la nécessité d'accorder le droit de vote (et d'éligibilité) aux étrangers extra-communautaires, en vous gardant bien de demander son avis au peuple. Il faut bien que vous compreniez que l'instauration d'un tel droit mènerait indubitablement à l'émergence d'une société biculturelle qui ne pourra que se déchirer car conduisant vers la libanisation de notre pays et donc, à terme, vers la guerre civile.

Car en adoptant une telle mesure, à un moment où l'intégration ne fonctionne plus sous l'effet du nombre, il n'est pas difficile de comprendre que des groupes de pression se mettront inévitablement en place pour chercher à imposer encore plus leurs revendications. Comment ne pas comprendre que nos valeurs, nos principes de vie, nos relations seront profondément affectées si des millions d'étrangers originaires d'Afrique et du Maghreb ont leur mot à dire sur la vie quotidienne de la cité ? Comment ne pas comprendre

que c'est ouvrir un boulevard aux partisans du communautarisme, qui plus est un communautarisme dorénavant agressif et vindicatif ? Il semble que le bon sens ne soit pas une qualité répandue chez nos responsables politiques. Pourtant, l'une des tâches nobles du politique est de maintenir et entretenir l'unité de la Nation laquelle ne peut exister qu'à la condition que la société possède un minimum de cohérence interne. Il serait donc temps non seulement de cesser d'accepter mais de revenir sur cette multitude d'accommodements sans fin imposés en fait à la société française alors que c'est à celui qui est accueilli de s'adapter à sa nouvelle vie et non pas à celui qui le reçoit. Car en acceptant ces dérives, nos responsables politiques encouragent la surenchère avec des revendications inacceptables et insupportables qui ont conduit, entre autres – c'est tout de même ahurissant – à introduire des méthodes barbares dans l'abattage des animaux contraires à nos traditions et aux principes d'une société civilisée, ou à ce que nos lois ne soient pas appliquées partout car non acceptées par certains.

C'est ainsi qu'une crise identitaire est imposée à notre nation, car c'est bien de cela dont il s'agit. Elle n'aurait jamais dû se produire si nos responsables politiques avaient œuvré, et ce, depuis une quarantaine d'années, pour le bien commun et dans l'intérêt de la Nation. Et le bon sens voudrait que l'on rappelle ou que l'on apprenne à cette immigration extra-européenne que la misère dans laquelle elle vivait avant de rejoindre notre pays est en grande partie la conséquence de sa culture fermée à la connaissance et au progrès. La suite logique est qu'elle doit en prendre conscience et décider de s'intégrer à la société qui l'a accueillie et qui lui offre des conditions de vie enfin décentes. Elle doit se fondre dans la masse, comme d'autres l'ont fait, pour réussir sa nouvelle vie et donner à ses enfants des perspectives de réussite dans une nouvelle culture qu'elle doit progressivement adopter pour y inscrire sa descendance. Et celui qui refuse ce pacte, n'a pas sa place chez nous. Encore faudrait-il que l'école abandonne un système insensé et suicidaire qu'elle applique et maintient depuis une quarantaine d'années et qui constitue un frein puissant à l'intégration des jeunes immigrés malgré les avis successifs émis par le Haut Conseil à l'Intégration et curieusement ignorés. C'est ainsi que notre école prépare des lendemains qui seront difficiles avec la violence comme seul outil d'expression. Mais, on l'a bien compris, le problème que pose cette immigration n'est pas tant le pays d'origine que la culture qui la réunit. Cette dernière est modelée par l'islam qui est, il faut bien l'admettre, incompatible avec nos sociétés européennes démocratiques. D'ailleurs, ces immigrants et même leurs enfants nés dans notre pays et appelés à devenir français à 18 ans par le droit du sol (90 000 chaque année), restent viscéralement très attachés à la nationalité du pays d'origine et à leur religion à laquelle ils font allégeance pour la plupart. Et les premiers résultats d'une telle politique suicidaire menée par l'Education nationale se sont concrétisés avec les émeutes que le pays a connues en fin d'année 2005. Elles se reproduiront. Une dizaine d'années plus tard, les choses se sont aggravées avec les bombes à retardement que représentent les Merah, Nemmouche, Kelkhal, et autres djihadistes dans nos cités dont les rangs ne cessent de croître pour atteindre aujourd'hui, il faut être lucide, plusieurs milliers d'individus potentiellement dangereux. Comment interpréter le sondage de ICM Research qui révèle que 27 % des 18 à 24 ans et 22% des 25 à 34 ans dans notre pays ont une opinion favorable à l'État islamique ? Cela ne doit-il pas interpeller nos responsables politiques et les amener à en tirer les conséquences en révisant leur vision idyllique et angélique de cette "France rêvée de 2025" qui risque de tourner au cauchemar ? Gouverner, n'est-ce pas prévoir ?

Alors une question lancinante taraude les citoyens fidèles à leurs racines et attachés aux valeurs qui ont fait la France : combien d'immigrés de culture différente une société peut-elle accueillir sans rompre son équilibre identitaire, sans mettre en péril son identité et donc son unité ? Pouvez-vous admettre que les citoyens ne comprennent pas l'intérêt qu'il y a à favoriser une mutation de notre identité à marche forcée en accueillant toujours plus d'immigrés de culture différente, voire hostile à la nôtre, qui plus est alors que d'un simple point de vue financier notre pays ne peut plus se le permettre ? C'est une simple question de bon sens et non pas une réaction xénophobe qui serait "entretenu avec malice et malignité".

Il est vrai que dans notre pays, depuis plusieurs années, la bien-pensance et le politiquement correct règnent dans la tête de la plupart de nos responsables politiques ainsi qu'au sein d'une grande partie de nos médias incapables de traiter les faits avec objectivité mais en revanche prompts à se comporter en procureurs et en juges à l'égard de ceux qui tentent d'alerter sur les dangers qui guettent notre pays en sonnant le tocsin. Le cas de l'éviction du journaliste/écrivain Eric Zemmour par une chaîne de télévision est symptomatique de cette attitude qui s'apparente à du terrorisme intellectuel. Mais Chamfort n'avait-il pas affirmé : "En France, on laisse en repos ceux qui mettent le feu et on persécute ceux qui sonnent le tocsin" ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Général (2s) Antoine MARTINEZ